

Les élus de La Septaine en colère

Hier soir, une centaine d'élus et d'habitants de la communauté de communes La Septaine se sont mobilisés devant la préfecture du Cher pour s'opposer à la révision des zones de revitalisation rurale. Cette collectivité en serait exclue.

Thomas Migault

« **Q**u'on soit obligé d'en arriver là... » Devant les grilles de la préfecture du Cher, Pierre Grosjean, premier vice-président de la communauté de communes La Septaine et maire de Baugy, est aussi dépité que déterminé à faire changer « cette injustice de ZRR. »

Il était entouré, hier soir, d'une centaine d'élus et d'habitants. La révision des zones de revitalisation rurale (ZRR) au 1^{er} juillet, remplacées par France ruralités revitalisation (FRR), dans le cadre de la loi de finances 2024, passe mal. Avec ce nouveau dispositif, La Septaine ne rentre plus dans les nouveaux critères

de FRR, ce qui va priver ses communes d'aides au développement. « Cette décision ne prend pas en considération les programmes d'investissement engagés dans la communauté de communes dont l'équilibre dépend de l'attribution de ces aides auprès des entreprises candidates à l'installation sur le territoire », dénoncent les élus.

Leviers fiscaux

Elle compromet aussi les efforts déployés pour attirer les professionnels de santé. Car ces aides permettent de favoriser les installations d'entreprises et professions libérales avec des exonérations fiscales. Selon Pierre Grosjean, ce changement intervient « au moment où on est sur le point de réaliser



HIER SOIR. Une centaine de personnes devant la préfecture.

des zones d'activité à Avord et Baugy. Si le régime fiscal n'est plus le même, les entreprises ne vont pas s'installer. » Et l'arrivée de deux médecins peut être compromise. « On ressent une injustice, un mépris, appuie Pascal Méreau, maire de Villequiers. Mais on a envie de se battre. »

Si des départements entiers vont rentrer dans le cadre de France ruralités

revitalisation comme la Nièvre ou l'Indre voisins, La Septaine en sera exclue, à l'exception de Vornay. « C'est incohérent », pointe encore Pierre Grosjean. Les élus s'en remettent à l'arbitrage ministériel. Si rien ne change, préviennent-ils, ils n'excluent pas de durcir le mouvement. « Battons-nous et nous gagnerons », encourage la présidente de La Septaine, Sophie Gogué. ■